

NOTES

Par Myriam Benraad

RECOMPOSITIONS AU
MOYEN-ORIENT : ÉTAT
DES LIEUX, SCÉNARIOS
PROSPECTIFS,
RECOMMANDATIONS

SPIRALES



Les recompositions géopolitiques au Moyen-Orient ont connu un moment de bascule historique avec le 7-Octobre. Dans le même temps, tout en ayant agi tel un déclencheur et un accélérateur de tendances lourdes, l'attaque du Hamas a aussi mis en lumière des logiques plus anciennes. Depuis, ces recompositions concernent tout autant les rapports de puissance que les alliances et les partenariats, la trajectoire interne des États et l'évolution des acteurs non étatiques.

Quel état des lieux dresser à l'heure où s'amorce un conflit avec l'Iran ? Quels scénarios prospectifs esquisser ?

Quelles recommandations opérationnelles formuler, alors que s'ouvre une énième séquence d'incertitude ?

- **État des lieux : érosion des équilibres et pôles stratégiques**
La recomposition accélérée du système régional se caractérise par la fin définitive du statu quo qui perdurait au Proche-Orient, soulevant la question des conditions et des contours d'une paix entre Israéliens et Palestiniens.

Quoiqu'exhaustif dans ses propositions et sur les étapes de sa mise en œuvre, la feuille de route proposée par l'administration Trump à l'automne 2025 n'a pas tranché sur l'optique d'un futur État palestinien.



Alors que s'approfondit la crise des institutions israéliennes et que se polarise l'opinion publique, il est permis de s'interroger sur la possibilité ou non d'une solution à deux États. De fait, vue du terrain, la guerre se poursuit dans la bande de Gaza ainsi que l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie, rendant l'horizon d'une reprise des pourparlers diplomatiques plus incertain que jamais.

Parallèlement, le démantèlement de l'« Axe de la résistance » constitué par l'Iran et les frappes israélo-américaines contre les figures et les infrastructures militaro-nucléaires de la République islamique remettent en question l'architecture régionale que Téhéran s'était employé à édifier depuis 2003, appuyée par ses « mandataires » au Liban, en Syrie, en Irak, et au-delà. Les revers ininterrompus de groupes armés comme le Hezbollah et les Houthis, ainsi que l'autonomisation accrue des milices irakiennes ne pointent pas en ce sens vers une résurgence de cet axe. Mais le recul des milices pro-iraniennes, sans véritable cohésion transfrontalière, ne signifie pas non plus l'apaisement de leur soif de vengeance, souvent restée intacte, et la fin de l'embrasement régional qui en découle.



Dans l'ensemble, les États du Moyen-Orient continuent de souffrir d'un manque de légitimité et d'une crise de gouvernance historique et profonde – d'Israël à Gaza, de la Syrie post-baathiste au Liban, de l'Irak à l'Iran, où la décrédibilisation des autorités est une autre tendance de fond. Or, la pression économique et sociale sur l'ensemble de ces États ne cesse de se durcir et c'est elle qui a largement conduit à l'établissement d'un « ordre milicien » au cours du dernier quart de siècle, complexifiant les rivalités existantes. Le retour des conflits interétatiques pousse les États à une recomposition plus rationnelle en vue de retrouver leur souveraineté et d'éviter un effritement total de ce qui reste d'ordre régional.

Dans ces circonstances, et tandis que le conflit israélo-palestinien ne servira manifestement pas de régulateur, la régionalisation autant que l'internationalisation des conflits pointent vers une refonte des rapports de force. Sur le plan régional, quatre pôles de puissance peuvent, de ce point de vue, être identifiés, qui redéfinissent les logiques de blocs, les rivalités et les alliances à plusieurs niveaux.



Le premier rassemble les pétromonarchies – autour de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis en particulier – et l'Égypte qui ont pour exigence commune un Moyen-Orient stabilisé. Ce pôle est à la recherche d'un leadership arabe renouvelé et n'exclut pas une normalisation avec Israël, quoique cette dernière paraisse en l'état compromise.

Un deuxième pôle fédère les deux puissances régionales que sont la Turquie et le Qatar, dont on connaît les concordances idéologiques et qui convergent autour d'une diplomatie opportuniste et multi-vectorielle.

Un troisième pôle, est celui de l'Iran et son axe stratégique qui, pour l'heure, se maintient comme il le peut sous une pression militaire croissante. Il n'est pas dit que ce pôle et ses acteurs ne se réorganisent pas dans un avenir prochain, au-delà de leurs pertes humaines et militaires particulièrement sévères au cours des derniers mois.

Un quatrième pôle renvoie aux puissances extérieures et internationales, au premier rang desquelles les États-Unis, qui opèrent en quelque sorte leur retour au Moyen-Orient autour d'une doctrine de dissuasion anti-iranienne et de la protection des grandes routes maritimes. La Chine est quant à elle montée en force en se voulant plus discrète et orientant tactiquement ses efforts de médiation et ses investissements dans le secteur de l'énergie et les infrastructures.



Enfin, la Russie s'emploie à préserver des acquis déjà fragilisés dans cette équation complexe.

- Scénarios prospectifs : escalade, stabilisation, diplomatie ?
Quatre scénarios se profilent en matière prospective, dont la probabilité dépendra à l'évidence des développements à venir :

1. Une escalade régionale, à l'œuvre dans le contexte des conflits antérieurs au 7 octobre 2003 et qui prend actuellement une nouvelle tournure avec les frappes visant l'Iran et son régime. Des attaques ciblent aussi à présent d'autres États de la région, jusque-là épargnés, dont ceux du Golfe notamment. Ces perturbations concernent la production d'hydrocarbures et les principales routes énergétiques, terrestres comme maritimes.

2. Une stabilisation conflictuelle, qui pourrait advenir dans un second temps si la confrontation entre les États-Unis/Israël et l'Iran venait à se prolonger, exposant tout le Moyen-Orient à une violence d'une intensité plus ou moins variable d'un point à l'autre de sa géographie.



3. Une fragmentation des États, tendance en cours depuis deux décennies et accentuée par les crises politiques que traversent Israël, les territoires palestiniens, le Liban, la Syrie, l'Irak, le Yémen et désormais l'Iran. Cette fragmentation se traduira-t-elle par une multiplication des acteurs non étatiques, alors que nombre de voix appellent à une souveraineté recouvrée et au retour d'alliances plus solides ?

4. Une reconfiguration diplomatique, en l'état improbable en l'absence d'un accord sur l'avenir de Gaza et d'une normalisation des relations entre Israël et les États arabes du Moyen-Orient. Celle-ci est d'autant plus complexe avec l'entrée en guerre de Washington et Tel Aviv contre Téhéran, aux conséquences certainement durables. La Chine sera-t-elle appelée à endosser un rôle plus décisif, sur fond d'intensification de sa compétition avec les États-Unis et d'une évolution incertaine du rôle américain dans cette région du monde ?

• Implications pour l'Europe, la France et recommandations
Risques comme opportunités se côtoient au gré de ces recompositions. Parmi les premiers, on peut souligner une relative marginalisation de la diplomatie européenne, malgré une action de premier plan de la France, mais aussi la vulnérabilité énergétique du vieux continent accentué par



ces événements, les pressions à la fois politiques, migratoires et sécuritaires qui pourraient résulter de cette escalade des hostilités. Parmi les secondes, l'Union européenne, en particulier la France, pourrait avoir à jouer une fonction de médiation renforcée dans un avenir proche.

Pour l'heure, quelques recommandations opérationnelles peuvent être formulées à destination des décideurs politiques et économiques :

- Soutenir les mécanismes de désescalade indirecte entre Israël et l'Iran, par l'entremise de pays comme Oman et via l'ONU et les instances multilatérales dans un cadre incluant les principaux acteurs arabes du Moyen-Orient.
- Structurer une position européenne unifiée sur les grandes questions régionales sous l'impulsion de Berlin et Paris (cessez-le feu, gouvernance, chantiers de la reconstruction à Gaza et en Syrie)

**Myriam Benraad, professeure à l'Université d'Exeter
(Royaume-Uni), spécialiste du Moyen-Orient, enseignante
en relations internationales**

Experte associée à Spirales Institut

